



GLOBAL
PARTNERSHIP FOR
SOCIAL
ACCOUNTABILITY

THIRD GLOBAL CALL FOR PROPOSALS

DOCUMENT DE PROPOSITION DE PROJET

**DOCUMENT DE PROPOSITION DE PROJET POUR UNE
SUBVENTION DE 800.000\$US DU GPSA**

A

SEARCH FOR COMMON GROUND (SFCG) GUINÉE

**Pour le renforcement des capacités de la société civile pour sa participation
aux programmes de Réforme de l'Etat**

Le 6 juin 2016

FICHE TECHNIQUE
GUINEE
RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE POUR SA
PARTICIPATION AUX PROGRAMMES DE REFORME DE L'ETAT, PHASE II DU
PROJET
AFR
DEVELOPPEMENT HUMAIN

Données de base									
Date	6 juin 2016			Secteurs			Santé (50%), éducation (40%), et protection sociale (10%)		
Destinataire : Search for Common Ground (SFCG)									
Agence chargée de l'exécution : Search for Common Ground (SFCG)									
Contact:		Beatrice Abouya		Titre :		Directeur de pays			
Téléphone N° :		+224 62 88 53 13		Email :		babouya@sfcg.org			
Données sur le financement du projet (en millions de \$US)									
<input type="checkbox"/> Prêt			<input type="checkbox"/> Subvention			<input type="checkbox"/> Autres			
<input type="checkbox"/> Crédit			<input type="checkbox"/> Garantie						
Décaissements escomptés (Année budgétaire en \$US)									
Année budgétaire	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5				
Annuel	209.000	243.000	212.000	136.000					
Cumulatif	209.000	452.000	664.000	800.000					
Objectif (s) de développement du projet									
L'objectif de ce projet est de renforcer la responsabilité dans l'utilisation des fonds de récupération post-Ebola en renforçant le contrôle citoyen des budgets et la prestation de services grâce à des outils de responsabilisation sociale tant au niveau local et national, et la diffusion d'informations sur le virus Ebola après processus de récupération pour augmenter la sensibilisation du public du processus de récupération en Guinée.									
Volets								Coût (\$US)	
Nom du volet									
Volet 1 :									
Renforcer les capacités du gouvernement et de la société civile dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle des allocations et des dépenses budgétaires et des services de base. 300.000									
Volet 2 :									
Offrir aux acteurs de l'Etat et de la société civile l'occasion de tirer parti des résultats du contrôle budgétaire et des prestations en vue d'améliorer les services de base. 220.000									
Volet 3 :									
Produire et diffuser des informations crédibles et précises sur le processus de relance à l'intention des personnes les plus touchées par la crise. 185.000									
Volet 4 :									
Identifier et partager les leçons tirées afin de favoriser une sortie de crise socialement justifiable dans d'autres environnements à multiples intervenants touchés par le conflit. 95.000									

I. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET

A. ODP

L'objectif de ce projet est de renforcer la responsabilité dans l'utilisation des fonds de relance post-Ebola en raffermissant le contrôle citoyen sur les budgets et les prestations de services grâce à des outils de responsabilisation sociale tant au niveau local que national, et la diffusion d'informations sur le processus de relance post Ebola en vue de sensibiliser davantage le public sur le processus de relance en Guinée.

Les efforts de redressement post Ebola en Guinée sont confrontés à plusieurs défis, y compris un système de reddition de compte limité dans les zones rurales, de fragiles relations État-société, et des services sociaux de base inadéquats (santé, éducation et protection sociale). Pour assurer une relance efficace, Search for Common Ground (SFCG) se propose de: (1) renforcer les capacités de la société civile et du gouvernement pour contrôler conjointement les budgets et les services au niveau local; (2) établir des coalitions au niveau régional afin d'ouvrir des espaces de dialogue au sein des communautés vulnérables; (3) diffuser des informations sur le processus de relance post-Ebola par des activités de sensibilisation des médias tant au niveau local que national; et (4) susciter des réactions citoyennes sur la mise en œuvre du plan de relance post-Ebola.

B. Bénéficiaires du Projet

Parmi les bénéficiaires directs du projet figurent : tous les résidents vivant dans les communautés les plus touchées par Ebola en Basse Guinée et en Guinée Forestière, qui couvrent 41% du pays. Au niveau communautaire, le projet travaillera avec les groupes clés, y compris: les autorités traditionnelles, les représentants des femmes et de la jeunesse, les associations des enseignants et parents d'élève, les opérateurs économiques et d'autres groupes d'intérêt, ainsi qu'avec les syndicats professionnels et les associations des personnels de l'éducation et de la santé. Le projet coopèrera également avec, et sera bénéfique, aux directions préfectorales de la santé et de l'éducation (DPS et DPE) qui sont en charge de la mise en œuvre des programmes de santé et d'éducation au niveau local. Au niveau national, le projet produira des informations qui profiteront au Plan de Relance et de Résilience Socioéconomique Post-Ebola du Gouvernement (PESRRP). L'information générée sera également bénéfique au Programme de Réforme de la Fonction Publique et de Modernisation de l'Administration (PREMA), un programme qui met l'accent sur le renforcement de l'efficacité des réformes du secteur public.

Les bénéficiaires indirects du projet comprennent : l'ensemble des citoyens guinéens, l'Unité Technique de Suivi du Projet (CTSP) au ministère des Finances, le Ministère de l'Education (ME), le Ministère de la Santé (MS), et l'Assemblée Nationale. Les citoyens guinéens bénéficieront de la réussite du projet parce que le programme national de relance post-Ebola et les services sociaux seront davantage transparents et responsables grâce à l'intervention du projet. Les informations générées par le projet viendront compléter et soutenir le travail du CTSP dans le suivi de la mise en œuvre des réformes du secteur public au niveau local. Le ME et le MS bénéficieront de l'avantage d'une meilleure compréhension des priorités des bénéficiaires et des niveaux de performance des unités de prestations de services en matière d'éducation et de santé au niveau local. L'Assemblée nationale en profitera également en disposant d'informations permettant un meilleur suivi de l'impact du plan de relance post-Ebola sur le terrain.

II. DESCRIPTION DU PROJET

A. Volets du projet

Volet 1 : Renforcer les capacités du gouvernement et de la société civile dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle des allocations et des dépenses budgétaires et des services de base

Ce volet se concentre sur le dépassement des contraintes de capacité des acteurs clés du gouvernement et de la société civile impliqués dans la relance post-Ebola. Cela implique un appui adapté au renforcement des capacités pour développer et à élargir les connaissances, les compétences et les capacités organisationnelles du gouvernement et de la société civile à identifier et régler les entraves aux prestations de services dans chaque région ciblée. En outre, ce volet reproduira également la Plateforme Nationale de Responsabilisation des OSC répliquer bien établi la plate-forme de responsabilisation nationale des OSC du SFCG (CSOAP) dans chaque région ciblée afin de renforcer les mécanismes de coordination entre les parties prenantes, de soutenir les activités de responsabilité sociale, et servir de lien entre les activités aux niveaux national et régional. Les activités à mettre en œuvre pour soutenir ces processus comprennent:

- (a) La d'une identification participative des lacunes en matière de capacités avec le CSOAP et les acteurs du gouvernement en Basse Guinée et en Guinée Forestière.
- (b) Assurer une formation aux acteurs du CSOAP et du gouvernement national en techniques d'analyse budgétaire de haut niveau.
- (c) Création de la plate-forme régionale intégrée de responsabilisation des OSC (RCSOAPs).
- (d) Assurer le renforcement de capacités adaptées aux RCSOAPs et aux acteurs compétents du gouvernement pour la mise en œuvre des techniques d'analyse budgétaire avancées au niveau local.
- (e) Convocation et animation des réunions des RCSOAPs.
- (f) Elaboration et pilotage de la méthode de tableau de bord, et appui à sa mise en œuvre dans les régions ciblées.
- (g) Organisation avec les partenaires de réunions trimestrielles sur la méthodologie du tableau de bord.

Volet 2 : Offrir aux acteurs de l'Etat et de la société civile l'occasion de tirer parti des résultats du contrôle budgétaire et des prestations en vue d'améliorer les services de base.

Ce volet est orienté vers la création d'espaces de dialogue et d'engagement constructif entre les citoyens, les autorités gouvernementales et les prestataires de services pour analyser et évaluer l'impact du processus de relance post-Ebola. L'accent sera mis sur l'évaluation de la performance et la qualité des prestations de services dans les établissements de santé et d'éducation des régions ciblées. Des données sur les citoyens et le budget obtenues grâce aux outils de responsabilisation sociale seront mises à profit pour informer les discussions et la formulation des politiques. Cela consiste à :

- (a) organiser des réunions publiques dans les zones ciblées pour discuter des tableaux de bord de la communauté et des résultats d'analyse du budget, la mesure des progrès accomplis, et l'adoption de mesures visant à améliorer les prestations de services au niveau local.

- (b) faciliter la participation des groupes locaux à l'utilisation des résultats des tableaux de bord pour informer les budgets communautaires locaux.
- (c) mobiliser les citoyens et recueillir le soutien pour augmenter à 10% les dépenses de santé dans le budget national.

Volet 3 : Produire et diffuser des informations crédibles et précises sur le processus de relance à l'intention des personnes les plus touchées par la crise

Ce volet se concentre sur l'élaboration d'une stratégie de communication participative pour diffuser l'information générée par le projet à l'ensemble de la population, afin de mieux faire connaître le processus de relance à la fois au niveau communautaire et national. L'on pourrait utiliser de multiples canaux médiatiques pour atteindre la population. Cela implique:

- (a) Le développement d'une stratégie de communication participative stratégique du projet.
- (b) La production et la diffusion d'une série télévisée appelée "Questions à l'adresse du Ministère" sur le processus de relance.
- (c) L'organisation de réunions publiques pour partager des informations sur les prestations de services, discuter des progrès, et recueillir les commentaires des citoyens dans les régions ciblées.
- (d) L'élaboration et la diffusion de guides simplifiés du projet pour sensibiliser la population et susciter sa participation.
- (e) Le partenariat avec les stations de radio locales pour diffuser des informations sur la relance post-Ebola, annoncer le lieu et l'heure des événements à venir, et inviter les citoyens à participer aux activités du projet au niveau communautaire.

Volet 4 : Identifier et partager les leçons tirées afin de favoriser une sortie de crise socialement justifiable dans d'autres contextes à multiples intervenants touchés par le conflit

Les objectifs de ce volet consistent à soutenir le renforcement des capacités des OSC partenaires à la mise en œuvre des activités du projet et de partager les leçons apprises avec des acteurs travaillant sur la responsabilité sociale dans les milieux fragiles. Ceci sera réalisé par:

- (a) L'organisation de réunions d'apprentissage et d'évaluation entre diverses parties prenantes tous les six mois.
- (b) Un appui institutionnel de renforcement des capacités pour les OSC partenaires.
- (c) La présentation d'études de cas et l'organisation d'échanges d'apprentissage par les pairs avec les OSC et les collègues d'autres pays de la région.
- (d) L'appui à l'étude participative menée par les jeunes sur leurs priorités dans les secteurs de l'éducation et de la santé.
- (e) La diffusion des résultats de l'évaluation finale du programme.

B. Financement du projet

L'outil de financement retenu pour ce projet est une Subvention de Fonds d'Affectation Spéciale Exécutée par le Bénéficiaire. La source de financement pour cette subvention est le Partenariat Mondial pour la Responsabilité Sociale (GPSA), logé au sein de la Banque Mondiale. Conformément aux lignes directrices du Fonds Fiduciaire de la Banque mondiale, étant donné que ce fonds est inférieur à 5 millions \$US, le projet est assujéti aux procédures de la Banque Mondiale relatives à la préparation et à la supervision des projets de Petites Subventions RETF.

Le coût du projet est estimé à US \$ 800.000 à financer entièrement par subvention du GPSA. En outre, la Banque Mondiale consacrerait un budget annuel de supervision du projet pour un montant de 20.000 \$US par an.

Coût du projet	Cout total du projet (\$US)	Financement par subvention GPSA \$US	Financement OCS (\$US)	Financement BM (\$US)	Financement GPSA (%)
Volet 1	300.000	300.000	0.0	0.0	100
Volet 2	220.000	220.000	0.0	0.0	100
Volet 3	185.000	185.000	0.0	0.0	100
Volet 4	95.000	95.000	0.0	0.0	100
Coût total de base	800.000	800.00	0.0	0.0	100
Couts divers	80.000	0.0	0.0	80.000	0.0
Cout total du projet	880.000	800.000	0.0	80.000	91

* Budget annuel de supervision du projet de la Banque Mondiale de US \$20.000.

III. LA MISE EN ŒUVRE

A. Modalités d'Exécution

Agence d'exécution du projet : Le projet sera dirigé et coordonné par Search For Common Ground (SFCG). L'organisation sera responsable de la gestion globale et de la mise en œuvre des activités du projet, du suivi et des évaluations internes. SFCG examinera et assurera la qualité de: (a) la conception et la méthodologie de l'analyse du budget et des tableaux de bord participatifs; (b) des processus d'engagement constructif avec les utilisateurs, les fournisseurs de services, et les autorités gouvernementales; (c) des informations diffusées par la sensibilisation à travers les médias; et (d) des liens entre la plate-forme de responsabilisation des OSC nationales et les RCSOAPs. SFCG a une riche expérience sur ces questions en Guinée, comme en témoigne son bilan. Il a beaucoup travaillé sur la diversification du paysage médiatique, l'appui aux processus démocratiques existants, et le renforcement des capacités des intervenants ciblés à contribuer à un dialogue éclairé et à établir des engagements constructifs avec les autorités gouvernementales. SFCG a une approche unique à deux volets pour surmonter les défis dans des environnements incertains. Elle consiste à collaborer avec le secteur des médias et, parallèlement, assurer la sensibilisation communautaire sur le terrain par des activités de renforcement des capacités locales et des activités de réseautage. En outre, ce projet se fonde sur le travail que SFCG a réalisé avec la Banque Mondiale dans le cadre du Programme de la Gouvernance et de la Responsabilité dans le Secteur Public.

Au cours de la mise en œuvre du projet, SFCG travaillera en partenariat avec une OSC nationale et deux médias pour garantir la réussite du projet. AGUIDE, une OSC nationale de premier plan, sera responsable de la convocation et du suivi des RCSOAPs dans les régions cibles. Les deux médias sont la Radio Télévision Guinéenne (RTG) et Radio Rurale Guinée (RGG) et ils superviseront respectivement la production des médias nationaux et les débats sur les radio locales. Des partenariats seront établis à l'aide d'un «modèle de responsabilité mutuelle» qui établit des critères de performance pour chaque partenaire, y compris SFCG. En outre, SFCG mettra à profit le Comité de Pilotage des principales parties prenantes, créé dans le cadre du Programme de la Gouvernance et de la Responsabilité dans le Secteur Public, afin d'assurer

l'adhésion et l'orientation stratégique. Ce comité comprend le PREMA, l'unité de gestion de projet CTSP au Ministère des Finances, l'Assemblée Nationale, la Banque Mondiale et SFCG.

Flux des Fonds : SFCG puisera directement sur le Compte Désigné afin d'assurer la fluidité des fonds pour la mise en œuvre des activités du projet. Un calendrier indicatif des paiements anticipés et des Remboursement finals sera inclus dans la Lettre de Décaissement. Les demandes de retrait de fonds de subvention se feront conformément à un calendrier (des jalons) convenus entre SFCG et la Banque Mondiale.

B. Suivi et Evaluation des résultats

SFCG et la Banque Mondiale assureront le suivi des indicateurs de niveau du PDO, ainsi que la mise en œuvre des activités appuyées par chaque composante du projet. SFCG élaborera un plan de suivi-évaluation détaillé et participatif en collaboration avec son Comité de Pilotage. Les progrès seront suivis par rapport à une base de référence définie au début du projet. Les activités de surveillance seront menées en utilisant une série d'outils visant à optimiser la valeur des ressources et à en assurer la mise en œuvre à temps et selon la meilleure qualité technique. Cela inclut des systèmes de gestion axée sur les résultats au niveau individuel, du projet et du pays. Les outils spécifiques seront les suivants: (a) un test de routine de groupes échantillon des produits des médias, (b) des pré- et post-tests pour toutes les activités de formation, (c) la formation normalisée et élaboration de rapports sur les activités communautaires, (d) l'analyse hebdomadaire des dépenses financières, et (e) des critères de responsabilité mutuelle convenus par toutes les organisations partenaires.

L'objectif de l'évaluation sera axé sur l'évaluation de l'efficacité des RCSOAPs et le niveau d'information des bénéficiaires sur la relance post-Ebola et constatent des améliorations tangibles dans la qualité des services sociaux. Les résultats obtenus seront vérifiés de façon contradictoire contre un groupe échantillon des régions pour évaluer l'efficacité globale du projet. En outre, une étude qualitative interne aux jeunes sera mise en œuvre pour trianguler les résultats.

C. Viabilité

Le projet vise à assurer la viabilité par l'institutionnalisation et l'acculturation. SFCG collaborera dès le départ avec les intervenants du gouvernement et les réseaux des médias pour veiller à ce que le mécanisme de la responsabilité sociale proposée soit intégré dans leur planification annuelle normale. En outre, les Plateformes Régionales de Responsabilisation des OSC (RCSOAPs) travailleront selon des Termes de Référence (TDR) détenus par les organisations participantes et peuvent être réalisables sans ressources supplémentaires au-delà du cycle de vie du projet. En termes d'acculturation, l'engagement avec les médias devrait favoriser le changement culturel en favorisant l'ouverture et la transparence, et le dialogue entre le gouvernement et les citoyens comme approche pragmatique pour résoudre les problèmes.